Fondation Jean Jaurès

Économie/ social

UNE POLITIQUE POUR LES MUSÉES : FAVORISER L'ÉCLOSION D'UN NOUVEAU MODÈLE DANS UN MONDE PLUS OUVERT

Les GRECs

29/02/2012

L'univers des musées a connu depuis trente ans une véritable révolution, marquée par la hausse de la fréquentation et l'enrichissement des collections. Mais quelques dérives induites par l'autonomie des opérateurs et dix ans de centralisation appellent le futur ministre de la Culture à l'action.

Le monde des musées, perçu comme poussiéreux et immuable, a connu depuis trente ans une véritable révolution. Ce nouveau souffle, symbolisé par l'ouverture du centre Pompidou ou la création du Musée d'Art moderne de Villeneuve d'Ascq, se traduit notamment par une forte croissance de la fréquentation. Celle-ci n'étant, par ailleurs, pas directement liée à la mise en place de la gratuité dans les musées.

Cette révolution a notamment eu pour effets un plus grand rayonnement des établissements, un enrichissement des collections par le mécénat, un meilleur maillage territorial ou encore une meilleure animation des lieux culturels.

Bien entendu, il existe encore des « angles morts » du renouveau muséal. Deux critiques principales émergent.

La première touche au rôle affaibli des conservateurs dans la mise en œuvre des politiques conduites par les musées. Ceux-ci, et en particulier pour les grands établissements, sont souvent supplantés par les gestionnaires qui privilégient le développement économique, la massification des publics et le primat de la performance sur le scientifique. Parallèlement, les « petits musées » souffrent d'une pénurie de moyens. Comme preuve de cette logique, seuls 200 recrutements sont prévus pour 500 départs à la retraite sur la décennie à venir sur un corps de mille conservateurs aujourd'hui.

La seconde critique repose sur l'approche parfois concurrentielle qui, au niveau territorial, tend à favoriser les « gros » établissements au détriment de la diversité, de la complémentarité et du

maillage du territoire. En corollaire, les politiques tarifaires de certains musées largement abondés par l'Etat se font souvent au détriment de l'objectif de démocratisation que ce dernier leur assigne. Entre petits et grands établissements, ministère, Directions régionales et établissements publics, la tâche du futur ministre de la Culture sera rude.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'autonomie de certains établissements, gage de leur réussite, mais de rétablir l'ordre naturel des choses qui fait des établissements publics un bras armé de l'action culturelle du ministère et non des quasi entreprises qui utiliseraient ce ministère comme vecteur de leurs stratégies individuelles. L'éducation artistique, fondamentale, devra être en mesure de se reposer sur un corps de métier de la médiation culturelle fort.

Enfin, un rééquilibrage des moyens de l'Etat, tant au niveau des établissements que du maillage territorial, est impératif afin d'accompagner de nombreux établissements dans leur modernisation. Il est nécessaire de retisser du lien entre Etat, collectivités locales, opérateurs et publics.